

[**Consortium de l'UE chargé de la non-prolifération et du désarmement**

*Promotion du réseau européen de groupes de réflexion indépendants*

*sur la non-prolifération et le désarmement*]

Treizième Conférence de l'Union européenne sur la non-prolifération et le désarmement,

12 et 13 novembre 2024

*Compte rendu succinct de la conférence*

*Par*

*Manuel Herrera*[[1]](#footnote-1)

La treizième Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement (EUNPDC) s'est tenue les 12 et 13 novembre 2024 en format hybride à The Hotel, à Bruxelles (Belgique). Organisée par l'Istituto Affari Internazionali (IAI) pour le compte du [Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement](https://www.nonproliferation.eu/), elle rassemblait des experts en non-prolifération, désarmement, maîtrise des armements et armes conventionnelles issus d'institutions publiques, de gouvernements, d'organisations internationales, de groupes de réflexion indépendants et de la société civile. Plus de 600 experts de plus de 60 pays – membres de l'UE, États associés et pays tiers – ont participé à la conférence en présentiel et en ligne.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement est l'un des événements phares du Réseau européen de groupes de réflexion indépendants sur la non-prolifération et le désarmement. Ce réseau a été créé en juillet 2010 par le Conseil de l'Union européenne afin de soutenir la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3Al33234). Le réseau, qui se concentre également sur la mise en œuvre de la [stratégie de l'UE contre les armes à feu et armes légères et de petit calibre illicites et leurs munitions](https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-13581-2018-INIT/fr/pdf), rassemble plus de 110 entités de recherche et est coordonné par un consortium de six instituts : la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS), l'Institut International d'Etudes Stratégiques (IISS), l'Istituto Affari Internazionali (IAI), le Peace Research Institute Frankfurt (HSFK - PRIF), l'Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm (SIPRI) et le Centre de Vienne pour le Désarmement et la Non-Prolifération (VCDNP).

Depuis 2012, la Conférence annuelle est l’une des réunions clés sur la non-prolifération et le désarmement dans le monde. Elle a contribué à promouvoir le débat stratégique sur les mesures visant à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et de leurs vecteurs, ainsi qu’à relever les défis liés aux armes conventionnelles, notamment leur commerce illicite et l’accumulation excessive d’armes légères et de petit calibre (ALPC) et de leurs munitions. L'édition 2024 a abordé de nombreux sujets d'une importance capitale pour le travail de l'UE, notamment le [Service européen pour l'action extérieure (SEAE)](https://www.eeas.europa.eu/_fr), ainsi que plusieurs questions urgentes en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et de désarmement.

La conférence a été divisée en cinq séances plénières, six séances parallèles et deux discours liminaires, qui ont abordé une variété de questions, telles que l'architecture multilatérale de contrôle des armements ; le désarmement chimique ; la non-prolifération et le désarmement dans la région Asie-Pacifique ; le contrôle des armements dans l'espace ; la prolifération des ADM au Moyen-Orient ; les défis du contrôle des armements conventionnels ; les technologies émergentes et le contrôle des armements ; l'avenir des armes biologiques ; la guerre en Ukraine ; l'avenir de la non-prolifération et du désarmement ; et les défis pour la future Conférence d'examen du TNP.

Les participants ont été accueillis par Ettore Greco, vice-président exécutif de l'Istituto Affari Internazionali. M. Greco a commencé son discours d’accueil en soulignant que les composantes clés de l'architecture de contrôle des armements se sont révélées résilientes et, dans une certaine mesure, capables de s'adapter aux nouveaux défis. Il a toutefois fait remarquer que les revers répétés observés dans des domaines cruciaux de la maîtrise des armements ont créé des écarts dangereux qui risquent de se creuser davantage encore. Il existe un sentiment d'urgence, notamment en ce qui concerne les risques nucléaires. Compte tenu des faibles perspectives de relance des négociations sur le désarmement nucléaire à court terme, la demande de mesures de confiance susceptibles de garantir une plus grande transparence et une plus grande ouverture se fait de plus en plus forte. La détérioration de l'ordre nucléaire a également eu un impact négatif considérable sur le régime de non-prolifération, qui repose sur un équilibre délicat d'obligations. Cela exige, a-t-il souligné, que les experts et les universitaires s'engagent dans un nouveau débat stratégique afin d'identifier de nouvelles pistes pour, d'une part, consolider les accords existants et, d'autre part, promouvoir un dialogue nucléaire renouvelé.

La conférence a été ouverte par Benedikta von Seherr-Thoss, directrice générale pour la Paix, la Sécurité et la Défense au Service européen pour l’action extérieure (SEAE), qui a souligné la détérioration de l’environnement sécuritaire international depuis l’invasion de l’Ukraine par la Russie. Elle a souligné que les engagements en matière de maîtrise des armements avaient subi plusieurs revers, avec notamment le retrait de la Russie de traités clés et son refus de collaborer à un accord-cadre succédant au nouveau traité START. De graves inquiétudes subsistent également en ce concerne l'expansion de l'arsenal nucléaire de la Corée du Nord, l'avancée des activités nucléaires de l'Iran et les risques de prolifération et de course aux armements qui en découlent. Elle a également évoqué les défis actuels rencontrés par le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que les dangers émergents liés à l'utilisation d'armes chimiques, notamment en Syrie et en Ukraine. Des progrès ont toutefois été réalisés dans des domaines tels que la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel, mais des risques croissants sont associés aux technologies émergentes, à l'intelligence artificielle et aux armes spatiales. Mme von Seherr-Thoss a souligné la nécessité de renforcer le cadre de non-prolifération et de désarmement par un multilatéralisme inclusif afin de faire face à ces menaces mondiales. Elle a souligné le soutien apporté par l'UE à ces efforts par le biais de projets concrets financés dans le cadre de sa Politique étrangère et de sécurité commune. Malgré ces sombres perspectives, elle a réaffirmé l'engagement de l'UE en faveur d'un multilatéralisme efficace et progressif et a appelé à l'unité pour défendre l'ordre mondial contre les ambitions des puissances expansionnistes.

Petr Jelínek, chef adjoint de l'unité chargée des opérations PESC et de l'observation électorale à la Commission européenne, a souligné que l'ordre international fondé sur des règles et le multilatéralisme subissent depuis longtemps une pression sans précédent, laquelle a été exacerbée par l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine. Cette situation a eu des répercussions sur les cadres multilatéraux favorables à la non-prolifération. Mais malgré ces défis, l'UE reste fermement attachée à la non-prolifération et au désarmement, des valeurs profondément ancrées dans son éthique. Afin de soutenir ces efforts, l'UE alloue 13 millions d'euros chaque année au financement de 30 initiatives ciblant les armes de destruction massive et la prolifération des armes légères. Parmi les projets récents figurent le soutien à la Convention sur les armes biologiques par l'intermédiaire du Bureau des affaires de désarmement des Nations Unies, de nouvelles initiatives dans le cadre de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, et des actions en matière de sécurité nucléaire par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Par ailleurs, l'UE prévoit de nouvelles actions visant à lutter contre la prolifération des armes légères en Europe de l'Est et en Ukraine. Jelínek a souligné le rôle important de la Conférence annuelle de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement afin de promouvoir l'expertise, le dialogue et l'innovation qui sont autant d’aspects essentiels à la maîtrise du paysage complexe de la non-prolifération. Il a insisté sur la responsabilité partagée des participants dans la promotion d'un monde plus sûr et plus stable grâce à la collaboration dans les initiatives de non-prolifération et de désarmement, appelant à une réflexion sur ces obligations collectives.

Stephan Klement, envoyé spécial pour la non-prolifération et le désarmement au SEAE, a commencé son discours en posant des questions cruciales : *Où en est le monde ? Quels sont les potentiels et les opportunités ?* Il a pris acte de la période difficile que nous traversons, marquée par la guerre d’agression russe en cours et par l’impasse totale des efforts multilatéraux déployés en matière de maîtrise des armements. M. Klement a souligné des tendances préoccupantes, dont notamment la modernisation des arsenaux nucléaires, le développement d'armes plus sophistiquées, ainsi que le rôle croissant de l'intelligence artificielle dans les contextes militaires. Il a également évoqué l'émergence de nouveaux types de missiles, citant leur utilisation dans le conflit de Gaza à titre d’exemple de cette évolution des menaces. Ces développements soulignent l'urgence d’une attention renouvelée sur les initiatives mondiales de non-prolifération et de désarmement. Le directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), Fernando Arias, a souligné dans son discours l'importance de relever les défis actuels dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, avec notamment les conflits en cours à Gaza et en Ukraine. Il a rappelé les réalisations de l'OIAC, et notamment la destruction complète des stocks d'armes chimiques déclarés en 2023, mais a mis en garde contre les menaces persistantes, en particulier le risque de réapparition des armes chimiques et les violations de la Convention sur les armes chimiques (CAC) lors des récents conflits. M. Arias a mis en évidence des avancées telles que le Centre de chimie et de technologie inauguré en 2023 et l'attention proactive portée aux technologies émergentes, et notamment à l'intelligence artificielle (IA). Il a également souligné le potentiel de l'IA pour développer des armes chimiques plus dangereuses, ainsi que son impact sur l'automatisation, les nanotechnologies et le déploiement autonome d'agents chimiques, qui posent de nouveaux défis en matière de sécurité. L'OIAC continue d'enquêter sur l'utilisation d'armes chimiques en Syrie et de gérer la destruction des arsenaux japonais abandonnés en Chine. Elle examine également les allégations d'utilisation d'agents chimiques en Ukraine. M. Arias a exhorté la communauté internationale à renforcer sa coopération et à accroître ses ressources afin de prévenir de futures menaces, a exprimé sa gratitude à l'UE pour son soutien continu, et a rappelé l'importance de l'OIAC en tant qu'instrument clé pour la paix et la sécurité mondiales.

Dans son discours à la Conférence, la Haute Représentante des Nations Unies pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, a souligné la détérioration de la sécurité mondiale, marquée par la hausse des dépenses militaires, les tensions géopolitiques et les défis posés au multilatéralisme. Elle a mis en évidence les risques liés aux essais nucléaires et à la course aux armements nucléaires, appelant au renforcement des traités tels que le TNP et le TICE. Madame Nakamitsu a également insisté sur la nécessité de lutter contre les menaces biologiques, de prendre en compte l'impact des technologies émergentes telles que l'IA, et d'intensifier les efforts en matière de désarmement humanitaire. Elle a conclu en saluant l'engagement de l'UE en faveur du désarmement multilatéral et en appelant à la collaboration afin d’atténuer l'escalade des menaces mondiales.

Dans son discours de clôture, Sibylle Bauer, présidente du Consortium de l'UE pour la non-prolifération et le désarmement, a salué les débats constructifs de la conférence dans un contexte de polarisation mondiale. Elle a également souligné les défis multiformes qui compromettent l’environnement sécuritaire international, insistant sur l'urgence d'une action collective et d'une approche plus large allant au-delà des questions nucléaires de manière à inclure les menaces biologiques, chimiques et technologiques. Mme Bauer a souligné l'importance du dialogue intergénérationnel et les idées inspirantes que peuvent offrir des événements destinés aux jeunes, tels que l'atelier et le programme de mentorat Next Generation du Consortium. Elle a appelé à une réflexion novatrice, à un engagement constant et à des plateformes de dialogue ouvertes afin de faire avancer les discussions stratégiques sur les défis mondiaux communs.

La Conférence de l'UE sur la non-prolifération et le désarmement s'est avérée être, une fois de plus, un événement central du débat international sur l'avenir de la maîtrise des armements, de la non-prolifération et du désarmement. Elle a également contribué à réaffirmer l'engagement fort de l'UE en faveur d'un ordre mondial fondé sur des règles, et a démontré la sensibilisation accrue des responsables gouvernementaux, des universitaires et des représentants de la société civile des pays tiers aux politiques européennes de non-prolifération et de désarmement. Par ailleurs, le débat a exploré de nouvelles pistes pour l’amélioration des capacités des régions du monde disposant d'une expertise limitée en matière de lutte contre les menaces liées aux ALPC, aux ADM et à leurs vecteurs. Enfin, comme chaque année, la Conférence a permis de mettre en lumière le rôle des groupes de réflexion européens spécialisés dans la non-prolifération et le désarmement, ainsi que les efforts déployés par le Consortium de l'UE en matière de promotion et de coordination de leurs travaux.

Pour obstenir de plus amples informations et pour visionner les vidéos de la Conférence, veuillez consulter le site Internet du Consortium à l’adresse suivante : [www.nonproliferation.eu](http://www.nonproliferation.eu)



1. Le Dr Manuel Herrera est chercheur au sein du programme « Multilatéralisme et gouvernance mondiale » de l'Istituto Affari Internazionali (IAI). [↑](#footnote-ref-1)